

Contrat de filière régionale musiques actuelles

Cadre Méthodologique

Le présent document a vocation à éclairer les parties sur la méthode et les objectifs assignés au contrat de filière, ce nouvel outil de coordination de l'action publique sur les territoires.

Il constitue un cadre dont les parties peuvent s'inspirer librement afin de tenir compte de leurs réalités territoriales.

Chaque action définie dans ce cadre pourra évoluer pendant la durée du contrat en fonction de l'observation.

Il est à corrélérer avec le document proposant un cadre contractuel type du contrat de filière.

Le contrat de filière s'inscrit dans la suite des « conventions CNV » passées depuis 2012 avec au moins six régions. Un premier exemple de ce nouveau type de convention intitulé « contrat de filière » a été conclu le 15 février 2017 à l'initiative de la Région Nouvelle Aquitaine.

Ce document traduit une évolution de la relation entre l'État, le CNV et les Régions, plus stratégique et globale dans la mise en œuvre des politiques publiques suite à la réforme territoriale.

En effet, la Région voit son rôle conforté et renforcé comme interlocuteur privilégié de l'État et chef de file de l'intervention des collectivités territoriales dans l'établissement des stratégies régionales pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (SRESRI), la coordination des actions sur les territoires, leurs articulations avec les stratégies de développement économique (SRDE-II) et d'aménagement du territoire (SRADDET). De plus, les Régions se sont vues attribuer l'autorité de gestion de fonds européens (FEDER, FEADER et une partie du FSE) depuis le 1er janvier 2014 et le devoir de sélectionner et de définir avec les autres collectivités des projets territoriaux.

Cet arsenal réglementaire et législatif vient renforcer l'intervention sur les compétences partagées relatives à l'aménagement territorial, la lutte contre la fracture numérique, l'éducation populaire, et l'aide à la création. Ainsi, dans sa relation avec les Régions, l'État, titulaire de missions régaliennes, **veille à une régulation de la filière** selon un principe de diversité des initiatives artistiques et culturelles, **de solidarité et d'équité territoriale dans le respect des droits culturels.**

L'objet du contrat de filière consiste à regrouper et à prendre en considération les différents acteurs de la filière MA, dans une démarche de concertation avec les professionnels de la filière, afin de les relier dans une dynamique commune de développement au service des

artistes, des populations et du territoire.

Le contrat de filière, document stratégique et prospectif, a une double entrée :

- Territoire et population
- Développement de la filière MA

C'est à partir de ces entrées que s'identifient les compétences exclusives et partagées des collectivités (Région, Département, agglomération et métropole, CNV).

Modalités de construction du contrat de filière

Le contrat régional de filière peut ainsi s'élaborer dans son contenu comme suit :

- 1 Identification de la composition de la filière régionale MA
- 2 Fonctionnement du contrat régional de filière
- 3 Définition des enjeux et des actions

1 – Composition de la filière régionale MA : cartographie des métiers constituant la chaîne de valeur

Le contrat de filière type doit permettre d'identifier précisément les éléments de la **chaîne de valeur artistique et économique concernée dans sa structuration « métiers »**.

Pour identifier la filière, il est nécessaire de préciser la chaîne de valeur au-delà d'une entrée strictement économique.

La chaîne de valeur peut couvrir les éléments suivants :

- ce qui contribue de manière pérenne au développement humain et au respect des droits culturels pour l'ensemble de la population,
- ce qui est donné comme un idéal à atteindre ensemble, comme quelque chose à défendre,
- ce qui est reconnu comme digne d'estime sur le plan moral, intellectuel et professionnel
- ce qui produit l'effet voulu via de la méthode posée et les enjeux définis
- ce qui caractérise les conditions requises pour optimiser la contractualisation
- ce qui contribue à ajouter de la qualité à l'approche quantitative
- ce qui apporte une plus-value économique, artistique et culturelle sur les territoires dans une dynamique collective.

De ce travail d'identification, doit pouvoir se réaliser des cartographies des métiers constituant la chaîne de valeur à l'échelle de la région.

Par l'entrée « métiers », il est possible d'identifier notamment le parcours de l'artiste depuis son plus

jeune âge jusqu'à sa vie professionnelle. L'artiste seul ou en groupe peut être mobilisé aux différents endroits de la chaîne artistique et économique comme interprète, créateur, producteur et formateur.

Le travail d'identification de la filière en corrélation avec le maillage territorial, s'élabore autour des entrées « métiers » suivantes :

- **Formation, emploi et insertion**

– Formation initiale et supérieure : Écoles associatives et municipales, conservatoires, Pôles supérieurs...

– Insertion professionnelle et formation continue : organismes de formation, dispositifs d'accompagnement, entreprises d'insertion par l'activité économique, ...

- **Création/production/diffusion Spectacle Vivant et phonographique**

Cafés concert, SMAC, autres lieux labellisés ou non, Zéniths, MJC, fabriques/tiers-lieux, lieux d'accompagnement et/ou de répétition, festivals...

Tourneurs, bureaux de production, producteurs, managers, ...

Labels, studio d'enregistrements, disquaires, usines de fabrication de disques/vinyles,

Agrégateurs, tiers de confiance, start-ups musicales, ...

- **Ressource**

Lieux, écoles de musique, services de collectivités, réseaux locaux, agences régionales, associations départementales, ...

- **Analyse des publics, médiation, éducation artistique et action culturelle**

SMAC, différents lieux de MA, écoles de musiques associatives et publiques, structures d'éducation populaire, de la santé, pénitenciers, de l'Éducation Nationale, médiathèques, ...

- **Lutherie, construction et prestation**

Facteurs d'instrument, prestataires, constructeurs, magasins de musique...

- **Médias**

Presse, fanzines, radios associatives, webradios, télévisions locales, ...

2 - Fonctionnement du contrat régional de filière

A/ Le contrat de filière doit pouvoir s'appuyer sur :

- **Une observation continue permettant un diagnostic partagé et la prospective**

Le contrat de filière doit pouvoir s'appuyer sur une observation partagée avec l'Etat, les collectivités, le CNV, les professionnels, qui permet dans un premier temps un diagnostic partagé puis un travail d'analyse permanent.

C'est un moyen d'identifier la diversité des acteurs, leur « représentation » économique et leur

répartition géographique, leur fonctionnement en commun, la circulation des artistes, ...

Le travail d'observation et de diagnostic repose sur une double entrée : **territoriale et structurelle**.

L'objectif est de construire une grille d'analyse commune, d'identifier les besoins, problématiques et enjeux à traiter.

Le diagnostic est nécessaire durant la durée du contrat d'observer principalement :

- l'évolution des pratiques des populations et des métiers sur les territoires ;
- les différents dispositifs et leurs impacts artistiques, culturels et économiques.

Cette fonction permanente doit guider et alimenter les échanges des participants au contrat.

- **La construction d'un dialogue permanent entre les acteurs et les collectivités pour porter la filière** : le contrat de filière s'élabore avec la nécessaire participation des professionnels ;
 - Le comité stratégique piloté par les signataires (DRAC, Région, CNV et autres collectivités) s'assure de la mise en œuvre de la méthode de travail prospectif en définissant les modalités de concertation et les orientations budgétaires de l'allocation des fonds. Le comité stratégique associe les professionnels à ses travaux en fonction notamment des ordres du jour. Afin de permettre un dialogue permanent, il est nécessaire d'associer les professionnels le plus souvent possible au comité stratégique ;
 - L'animation, comme le secrétariat ou la tenue des calendriers de travail peuvent être confiés à un opérateur territorial (agence), à un réseau/pôle régional ou à une compétence sollicitée en ingénierie ;
 - Les espaces de réflexion communs sont à géométrie variable en fonction des nécessités et des pistes identifiées. Ils peuvent prendre des formes et des dimensions variables dans le temps sur des thématiques générales ou spécifiques ;
 - La coordination administrative et financière peut être confiée à un des services de la DRAC ou de la Région ;
 - Les commissions d'attribution pour instruire les dossiers et distribuer les aides. Elles sont composées des techniciens représentants les partenaires et plus largement des professionnels non signataires du contrat.

Afin de s'assurer de l'effectivité du pilotage du contrat de filière, l'instance de gouvernance stratégique doit se réunir régulièrement, au moins deux fois par an.

B / La mise en œuvre du contrat de filière

• **Les parties prenantes au contrat de filière**

L'État, la Région, le CNV et les autres collectivités territoriales (intercommunalités, métropoles et départements), ont à poser leurs enjeux spécifiques et communs ainsi que l'action publique qu'ils

déploient.

L'État et la région peuvent s'appuyer sur des réseaux d'acteurs en fonction de leur structuration collective qui fédèrent tout ou partie de la filière. **Ces derniers doivent être associés sans pour autant être signataires.**

- **L'initiative**

Un contrat de filière peut être à l'initiative d'une des parties prenantes.

- **La préparation du contrat et son renouvellement**

Il est important qu'un temps suffisant soit pris en amont de l'exécution proprement dite du contrat, qui peut s'intégrer dans le contrat de filière comme un temps préalable ou de préfiguration intégrant l'élaboration d'une première observation et l'élaboration des cadres de fonctionnement du contrat.

Pour ce faire, il est souhaitable d'identifier les données, de les partager et de mettre en place une observation participative.

- **De l'observation à l'évaluation**

L'observation facilite l'identification des objectifs communs et prépare à l'évaluation tant qualitative que quantitative.

- **La durée du contrat**

Une durée relativement longue (4 minimum) est à privilégier. En effet, il est important d'avoir un temps suffisant de fonctionnement surtout quand il est prévu un cadre évolutif et de construction graduelle voire systémique.

- **L'évolution du contrat**

Le contrat de filière peut évoluer à la fois sur son contenu (nouveaux enjeux, dispositifs...) et sur le nombre de parties prenantes (métropoles, départements...) qui pourrait être signataires. Les modifications seront effectives par avenant.

Le cas échéant, pendant les différentes étapes de l'exécution du contrat de filière, les Conférences Territoriales de l'Action Publique (CTAP) peuvent être mobilisées afin de sensibiliser et consulter toute nature de collectivités.

3 - Définition des enjeux et des actions

Certains sujets transversaux pourront apparaître dans les différentes rubriques identifiées, en concertation avec les parties prenantes et les professionnels, dans la structuration et le développement

du contrat de filière.

Par exemple :

Des enjeux transversaux ou spécifiques traités :

(A titre d'exemples non limitatifs)

- ✓ La problématique des populations du territoire
- ✓ L'entrepreneuriat et les différents modèles économiques : les intermédiaires, rémunération des artistes, l'autoproduction, ...
- ✓ La coopération et la mutualisation au travers des dispositifs d'accompagnement : Coopératives d'Activités et d'Emplois (CAE), Groupements d'Employeurs (GE), incubateurs, pépinières d'entreprises, couveuses, *cluster*, tiers lieu, pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) ...
- ✓ La transition numérique : Accès, outils, pratiques, ...
- ✓ La présence artistique et la diffusion en milieu rural : Résidences, Ateliers de pratiques,
- ✓ ...

Des dispositifs ou actions portés :

A titre indicatif, voici des exemples de thématiques, qui ne sont pas limitatif, participant à la définition des thématiques.

- ✓ Soutiens à la création
- ✓ Accompagnement à des coopérations territoriales entre acteurs différents
- ✓ Soutien à la diffusion dans les cafés-cultures
- ✓ Aide à la coproduction artistique sous toutes ses formes
- ✓ Analyse des publics et des populations par la mise en place d'outils communs
- ✓ Accompagnement des mobilités territoriales (usagers, acteurs, ...)
- ✓ Soutien à l'exportation des artistes régionaux
- ✓ Soutien à la professionnalisation des entrepreneurs et à la structuration d'activité
- ✓ ...

4 – Moyens mobilisés

Les moyens seront subordonnés aux échéances respectives liées à l'élaboration du budget annuel de chacun des partenaires, du ministère de la culture en ce qui concerne les crédits d'intervention déconcentrés des programmes Création (131), Livre et industries culturelles (334) et d'autres crédits

d'intervention de l'Etat qui seraient susceptibles d'être mobilisés, à l'approbation du conseil d'administration du Centre National de la Chanson, des Variétés et du Jazz, et au vote par l'assemblée plénière de la Région [...].

Ils s'inscrivent dans l'objectif de consolider les apports des différents partenaires, au service d'un renforcement alloué à la filière musicale – musique enregistrée et spectacle vivant, au sein de la Région [...].

L'ensemble des financeurs verse les moyens alloués au contrat à la région ou à la Drac qui en assure le suivi administratif.

5 - Modalités d'évaluation du contrat de filière

Il engage des finances publiques à échéances pluriannuelles.

De ce fait, il doit intégrer des modalités d'évaluation prenant en compte des critères cohérents avec les objectifs posés dans le respect des droits culturels.

À partir d'un travail d'observation continue, ces objectifs doivent donner lieu à des indicateurs définis en commun par les parties qui couvrent :

- les métiers : prise en compte, structuration, coopération, complémentarité, innovation, ...
- les territoires : équité, équilibre, coopération, déserte, maillage, ...
- la régulation : politique territoriale (équité et équilibre), économique (répartition de la valeur), artistique et culturelle (diversité), droits culturels (diversité et participation), ...